

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – RECHERCHE

Introduction à la conférence de presse du 15 novembre 2007

C'est au nom des organisations invitantes que nous vous présentons la déclaration qui va suivre. Ensuite, les organisations répondront à vos questions.

La protestation contre la loi « liberté et responsabilités des universités » s'amplifie dans les universités. Plus de deux tiers des universités sont dans l'action contre la loi LRU et plus d'un tiers sont bloquées. Les Assemblées Générales d'étudiants sont massives. Les représentants des personnels s'expriment dans les AG, et participent à la mobilisation contre la LRU. Ils expriment en même temps leur inquiétude concernant le devenir du CNRS et des autres organismes. C'est dans ce contexte que le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche sera soumis au vote des députés demain vendredi 16 novembre 2007. Il renforce les inquiétudes des personnels et des étudiants, comme en attestent les plateformes revendicatives issues des AG.

Alors que le gouvernement avait promis « d'accompagner les réformes » par les moyens nécessaires, le projet de budget confirme la logique de régression de la LRU qui pousse au désengagement des missions de service public de l'Etat et encourage la chasse aux financements privés, chasse dont la plupart des universités reviendront bredouilles. Pour la première fois depuis 15 ans, ce budget ne prévoit aucune création de postes, alors que les manques en personnels de toutes catégories sont criants et que c'est une des conditions nécessaires pour améliorer la réussite en licence. Et aucune réponse n'est apportée à la précarité des personnels sur contrat CDD.

Quant au 1,8 milliard d'augmentation annoncé dans le projet de budget, il ne bénéficie réellement ni aux étudiants, ni aux personnels, ni aux universités, ni aux organismes de recherche publique.

Au delà des 391 millions d'euros qui s'évaporent dans l'inflation, voici quelques éléments significatifs :

- 450 millions des nouveaux crédits sont consacrés à l'augmentation des exonérations d'impôts par le biais du crédit impôt-recherche, sans contreparties des entreprises notamment en matière d'embauche.

- la part des financements de la recherche sur projets (+ 190 millions d'euros, dont 2/3 pour l'ANR) est renforcée, tout en actant une stagnation des crédits de base des unités. Une telle situation développe l'emploi précaire et ne peut assurer le développement d'une recherche dans tous les domaines de la connaissance. Les récentes distinctions (médaille Fields à Wendelin Werner et Prix Nobel à Albert Fert) l'ont été à des chercheurs, dont les recherches fondamentales étaient financées durablement, comme l'a indiqué Albert Fert.

- Seuls 40 millions sont dévolus à la réussite en licence, ce qui correspond à 20 mn de cours en plus par an et par étudiant ! alors que la réussite est affichée comme un objectif prioritaire.

- 470 millions constituent un jeu d'écriture sur le paiement des retraites des personnels.

- 329 millions sont attribués aux bâtiments, essentiellement en direction de Jussieu, de Mulhouse et du Collège de France.

Restent 120 M€ d'augmentation, qui représentent 0,4% de la masse de référence pour le reste, c'est-à-dire la vie étudiante et les personnels.

- la vie étudiante est annoncée comme un des principaux chantiers du gouvernement, mais le budget qui lui est consacré est en total décalage avec l'urgence de la situation des étudiants, avec une enveloppe globale très faible, des choix de répartition très contestable et un nombre de bénéficiaires très faible. Notons que seuls 52,8 millions supplémentaires sont

consacrés aux aides directes en 2008 dont à peine 35 millions pour renforcer les aides attribuées aux étudiants boursiers. Avant la discussion à l'AN, à peine 5 millions supplémentaires étaient consacrés au logement étudiant alors que les engagements pris par l'Etat nécessiteraient 50 millions supplémentaires dès cette année pour la réalisation du plan Anciaux.

Le sport universitaire reste un parent pauvre de l'Enseignement supérieur, tant par l'insuffisance des emplois affectés que celles des infrastructures existantes.

La précarité des étudiants est maintenue, la priorité étant donnée aux recrutements sur CCD – notamment avec l'introduction des emplois étudiants à l'Université - , aux bourses au mérite et aux prêts étudiants. Et l'exonération d'impôt sur le revenu des petits boulots de la loi TEPA coûte 40 M€, soit autant que la lutte contre l'échec.

- Sont prévus 6,2 M€ pour transformer des emplois de catégories B et C en emplois de catégorie A, ce qui certes peut permettre quelques promotions internes, mais augmente aussi le recours à l'externalisation de certaines tâches. Comme l'axe donné est « l'accompagnement de l'autonomie des universités », les emplois risquent d'être profilés pour l'administration centrale des universités, et non l'accompagnement pédagogique

Les quelques modifications du budget issues du débat à l'Assemblée ne portent qu'à la marge sur la répartition. C'est d'un tout autre budget dont l'Enseignement Supérieur et la Recherche ont besoin. Il doit comporter

- une programmation pluriannuelle de créations de 5 000 postes de titulaires par an pour les métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur (2007-2012) : la moitié des sommes nouvelles consacrées au crédit d'impôt recherche suffirait !
- des crédits pour les formations des établissements d'enseignement supérieur, et notamment la réussite en licence
- un accroissement significatif des financements de base de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur et les organismes, et un reversement des 130 M€ supplémentaires de l'ANR aux établissements
- des moyens pour l'aide sociale, le logement étudiant
- un plan d'intégration sur poste statutaire des précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche

C'est dans cette perspective que les organisations des étudiants et des personnels ont appelé à amplifier leurs actions et à prendre des initiatives notamment le 16 novembre pour dénoncer le projet de budget 2008, étape importante pour préparer la journée de grève du 20 novembre. A Paris, ils appellent à un rassemblement le 16 novembre à 14h devant l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui, la Ministre reçoit les organisations étudiantes représentatives et la CPU, alors que la situation actuelle exige une remise en chantier de l'ensemble du dispositif, en associant tous les acteurs de la communauté universitaire.

UNEF, UNSA (SNPTES, A & I, Sup – Recherche), FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNETAP, SNASUB), CFTD (SGEN), CGT (UGICT, SNTRS, UNCGT Crous), SLR, Solidaires (SUD éducation, SUD recherche EPST, SUD étudiant) ...